

« La maison brûle et nous regardons ailleurs »

POUR une sortie de l'illusoire idéologie sacrifiant tout à la « croissance économique »,
généralisant en réalité souffrances et saccage de la Planète



Cher-e-s Concitoyen-ne-s,

La crise économique et financière, qui résulte des excès de l'obligation de croissance du système actuel, ne facilite pas la prise de recul en accaparant l'attention, au point d'éclipser les enjeux cruciaux de notre temps. **Il y a pourtant urgence !**

Alors que l'unique réponse des gouvernants à cette crise est « **Faisons d'abord revenir la croissance ! Pour l'écologie, on verra après ...** », autorisons-nous l'impertinence des questions suivantes.

Quelle croissance ? Pour quels emplois ? Et pour produire quoi, comment, où ? Qui consommera tout cela ? Et la biosphère, les écosystèmes sont-ils capables de supporter une remise en route de plus du système qui les détruit déjà ? Toutes ces questions, si essentielles pour l'avenir, n'ont quasiment plus droit de cité quand, à gauche comme à droite, on tente de satisfaire les investisseurs internationaux en « faisant du chiffre » dans le domaine de l'austérité...

Aucun personnel politique n'ose dire à voix haute ce qu'on murmure un peu partout : **la croissance ne reviendra plus** en Europe. Avec ou sans l'austérité, nous sommes condamnés à une croissance minimale, voire à la récession (décroissance subie). La vraie question devient celle-ci : cette croissance envolée, au fond, **était-elle si souhaitable** ? Écologiquement, humainement, qui oserait prétendre que la fuite en avant consumériste, productiviste et gaspilleuse correspond encore à un dessein historique raisonnable ? Quel monde voulons-nous ? **Les vrais réalistes ne seraient-ils pas ceux qui proposent de changer les règles d'un modèle de société voué à l'échec ?**

L'idée même de décroissance n'est pas ce nouvel oxymore que le système actuel a mis en place via le « Grenelle de l'environnement » et autres balivernes de « développement durable » ou de capitalisme vert. Elle est portée par des citoyen-ne-s ordinaires, dont nous faisons partie, se disant objectrice-teur-s de croissance. Elle n'est pas davantage une mode à l'usage de bobos en mal de sensations. Si cette idée est déjà ancienne, c'est à un véritable « barrage » qu'elle se heurte depuis des années, elle a conscience de faire dissensus, raison de plus pour s'inviter aujourd'hui dans le débat politique. Elle n'est pas non plus une affaire strictement individuelle (fermer le robinet lorsqu'on se brosse les dents (!), même si cela est important et peut limiter le gaspillage). La décroissance n'est pas davantage comme on l'entend trop souvent pour clore le débat, le retour à l'âge des cavernes !

La décroissance, ou objection de croissance, est à la fois une autre façon pour chacun-e de vivre son quotidien et une autre façon d'exister collectivement, une prise de recul pour sortir de ce système binaire production-consommation et retrouver ainsi les autres dimensions de la vie.

Pourquoi s'intéresser aux idées de la décroissance aujourd'hui ? Parce qu'il y a, urgence à combattre les inégalités (précarité, pauvreté, exclusion, discrimination) ; urgence à mettre **le bonheur et la non-souffrance** des citoyen-ne-s au cœur de toute action politique, et **non plus l'efficacité économique**, à redonner du sens à nos vies, innover, entreprendre, reconstruire un art du bien vivre, non pas au sens de l'opulence matérielle occidentale, mais à celui de vie bonne, pleine, saine, de temps libre et de convivialité, pour mieux s'informer, débattre et participer à la vie politique et sociale, réinventer un modèle de civilisation ; urgence à retrouver les nécessaires limites parce que nous vivons sur une planète aux ressources finies. Le temps des limites est venu, voire déjà dépassé, puisque la planète nous donne des signes de ne plus pouvoir nous supporter, comme l'écrit G. Azam dans son livre *Le temps du monde fini* ; urgence enfin, parce que l'on ne peut plus séparer les êtres humains du reste du vivant, parce que **nous faisons partie des écosystèmes**, sources de vie, au sein desquels nous sommes appelés à vivre en harmonie.

Notre société est éclatée, violente et triste, elle est aujourd'hui réduite à une somme d'individus qui vivent, voire survivent, côte à côte, dans des cases qu'une infime minorité leur assigne. Or, sans vie collective, aucun individu ne peut évoluer, développer ses potentialités, s'épanouir, s'émanciper. Notre société est violente parce que chaque individu y est soumis à une concurrence qui conduit à la guerre. Guerre de chacun-e contre chacun-e, de tous contre la nature. Cette société est triste parce que les individus se tournent vers une nouvelle divinité, celle de l'argent-roi, du toujours plus, pour le profit d'une minorité dont le seul objectif est l'accumulation et la perpétuation de ses privilèges ; l'argent rend l'humanité folle et démente.

Croissance et productivisme. La croissance, le productivisme, sont érigés comme uniques solutions, comme seule voie réaliste par les tenants de cette idéologie. Depuis les années 1980, on nous explique qu'il n'y a pas d'autre alternative (le fameux TINA de Reagan et Thatcher «*There is no alternative*»). Cette idéologie est portée par le consensus des gouvernants, aidés en cela par les « experts », qui nous servent chaque jour la même potion amère, affirmant la nécessité suprême de « rassurer les marchés financiers »...

Croissance et productivisme sont en fait le carburant de cette machine folle où le « dieu économie », purement virtuel, est placé au-dessus de tout. Cette machine folle exploite et **aliène les êtres humains et détruit l'ensemble des écosystèmes.**

Pourquoi ? Parce que cette croyance dans la croissance est vantée par la publicité, via les médias bien-pensants, et ses supports qui « ornent » nos villes et nos campagnes. Et aussi, mais de façon plus sournoise, par de « nouvelles technologies ». En fait, la publicité, banalisation du mensonge et de la manipulation, nous abreuve de messages au point de nous rendre dépendants, de nous amener à reproduire ce qu'exige cette idéologie ... dont on nous affirme si bien qu'elle est la seule voie possible ! Parce que cette croyance est malheureusement relayée et savamment entretenue, auprès de celles-ceux qui ne peuvent pas, ou ne peuvent plus payer ce qu'on leur fait miroiter dans cette frénésie du toujours plus ... Alors, pour pouvoir tout de même "posséder", eux aussi, pour assouvir leurs frustrations, ils succombent au crédit. C'est se mettre la corde autour du cou et la serrer d'un cran à chaque fois qu'on y a recours. Parce qu'aujourd'hui seul "l'avoir" aurait de l'importance, jusqu'à définir la position sociale (« si tu n'as pas de Rolex à cinquante ans, tu n'es rien ! »), au détriment de "l'être", de l'indispensable, du poétique et du vrai. Parce qu'aujourd'hui on ne répare plus, on jette ! Voilà des années que nous sommes dans la société du jetable, via l'obsolescence programmée, pour faire tourner toujours plus vite une machine que nous ne pouvons plus contrôler. Ce qui augmente encore notre fatalisme, notre peur, notre asservissement. Parce qu'on assiste aujourd'hui à l'apologie de la culture de la vitesse, de l'immédiateté, au détriment du "prendre le temps" de réfléchir sur le sens de nos actes, sur le sens de nos vies. Nous sommes comme un cycliste qui, lancé sur la piste, est obligé de pédaler tête baissée pour éviter de tomber ... sans se poser la question de savoir ni pourquoi, ni pour qui, il pédale !

Confusion entre croissance et progrès. Si la réduction de la **notion de progrès** à sa **dimension matérielle** ne date pas d'aujourd'hui, cette confusion connaît maintenant une telle ampleur et une telle généralisation qu'on en mesure, plus que jamais, toute la perversité et tous les dangers. Car à ces croyances au toujours plus et au toujours plus vite s'ajoutent d'autres croyances. Telle celle qu'un progrès technique sans limite pourrait apporter une solution aux problèmes liés précisément à cet emballage débridé, en minimisant leurs conséquences, bien concrètes pourtant, sur la santé des êtres humains et de nos écosystèmes (retraitement des déchets nucléaires, capture du CO₂,...).

Une autre croyance a prétendu aussi combattre cette logique capitaliste, mais sa conception reposait sur une logique semblable : la main invisible du marché étant remplacée par une avant-garde éclairée et son « grand soir » qui allait renverser le mur, au nom d'une non moins chimérique société d'abondance, confondue avec un progrès matériel tout autant déifié, où le gâteau serait mieux partagé mais dont le couteau serait tenu par une "nomenklatura".

Arrêtons cette course droit dans le mur, remettons en question ce mode de vie. Non seulement ce système a échoué quant au bonheur qu'il promettait, mais il a engendré des inégalités massives et tenaces et il a rendu l'humanité aveugle sur les conséquences environnementales de sa folle fuite en avant. Non seulement parce qu'il faudrait plusieurs planètes pour que nous accédions tou-te-s au leurre du « bien-être occidental », mais aussi parce qu'il ne faut pas confondre pauvreté avec misère culturelle et sociale. Sortons de notre ethnocentrisme occidental, car nos dettes envers les autres sont trop lourdes (y compris celles envers les générations futures !).

Nous prôtons concrètement **une bifurcation radicale et pragmatique**, qui, dès lors qu'elle ne pourrait intervenir par la prise de pouvoir, « d'en haut », peut à tout le moins être initiée par des initiatives et expérimentations locales. Pour repenser nos valeurs et redéfinir démocratiquement nos besoins : partage, coopération, vie sociale, temps libre, embellissement du monde ... ?

Nous pensons néanmoins qu'un changement radical sera grandement facilité par une réforme en profondeur des institutions visant à instaurer une réelle démocratie, éviter la confiscation du pouvoir par une élite, **briser le pouvoir de l'argent**, et redonner **une prise directe des citoyens sur les affaires communes** : démocratie directe d'initiative référendaire privilégiant l'échelon local de décision, avec une dose de tirage au sort des représentant-e-s et la révocabilité des mandats.

Pour la libération des médias de la tutelle des multinationales, l'encadrement drastique de la publicité, véritable outil de propagande de la société de consommation.

Pour une relocalisation progressive des activités via des incitations fiscales, la création de normes qualitatives exigeantes, le basculement des prélèvements obligatoires sur le travail vers la consommation. Pour une économie fondée sur de petites entités : l'artisanat, les coopératives et une paysannerie délivrée de la chimie, pour favoriser **l'emploi local de qualité et permettre à chacun-e de vivre dans la dignité**.

Pour la sortie progressive des énergies fossiles (charbon, pétrole, uranium, ...) au profit de la sobriété d'abord, et ensuite du développement maîtrisé des énergies renouvelables. Pour l'imposition à 100% des revenus et des successions au-delà de montants démocratiquement fixés. Pour le contrôle démocratique de la recherche, la fin du sport professionnel au profit du sport amateur, et pour l'interdiction des sports motorisés.

Il est urgent que l'objection de croissance soit représentée à l'Assemblée Nationale.

Vu, les candidats,

Jean-François Latour, citoyen ordinaire et objecteur de croissance

Marie-Christine Raimbault, suppléante, citoyenne ordinaire et objectrice de croissance